

CONSEIL DES MINISTRES DU VENDREDI 16 DECEMBRE 2011

Le Conseil des ministres s'est réuni aujourd'hui sous la présidence du Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam, GCSK, FRCP.

Le sommaire des délibérations et les décisions

1. Commission Vérité et Justice – Première réunion du comité de haute instance

Le Conseil a pris note que le comité de haute instance institué pour examiner le rapport de la Commission Vérité et Justice et présidé par le Vice-Premier ministre et ministre des Finances et du Développement économique a tenu une première réunion le 15 décembre 2011. Vu le rapport volumineux et l'étendue des implications des recommandations, le comité a décidé de se concentrer sur les recommandations qui peuvent aboutir rapidement. De plus, il a été demandé aux ministères concernés de mettre en place une unité spécifique pour se pencher sur les questions/recommandations du rapport et de venir de l'avant avec des propositions concrètes. La deuxième réunion du comité de haute instance est prévue pour la deuxième semaine de janvier 2012.

2. Le *Local Government Act 2011* proclamé dans son intégralité

Le Conseil a pris note que le *Local Government Act 2011*, qui a obtenu l'assentiment du Président de la République le 12 décembre 2011, a été proclamé dans son intégralité et prend effet le 15 décembre 2011.

Le Conseil a aussi pris note que le ministre des Collectivités locales et des Iles a rencontré les *Chief Executives* des collectivités locales le 15 décembre 2011 afin que les dispositions nécessaires soient prises pour la mise en œuvre immédiate du *Local Government Act*.

3. Un nouveau programme d'éducation préprofessionnelle lancé en janvier 2012

Le Conseil a pris note qu'en ligne avec l'*Education and Human Resources Strategy Plan 2008-2020* et le projet d'une quatrième année de scolarité à être ajoutée à l'éducation préprofessionnelle comme annoncé dans le budget 2012, le ministère de l'Education et des Ressources humaines lancera un nouveau programme d'éducation préprofessionnelle en janvier 2012.

Etant donné que des faiblesses systémiques et liées aux processus ont été relevées dans le système actuel de formation préprofessionnelle, le ministère, après consultation avec les différents partenaires, compte revoir le programme et introduire une nouvelle stratégie selon laquelle, entre autres, l'accent sera mis sur les compétences transversales (*soft skills*) et l'expérience acquise au travail.

Un nouveau programme *Bridging-the-Gap* basé sur des activités pratiques sera mis en œuvre et ce programme mènera à une certification formelle aux normes du *National Qualifications Framework* et reconnue par la *Mauritius Qualifications Authority*. Il y aura un suivi de ceux qui auront abandonné les cours (*drop-outs*).

Les étudiants qui complèteront avec succès les quatre années d'éducation préprofessionnelle seront considérés comme détenant une qualification du même niveau que le *Certificate of Primary Education (CPE) (MQA, Level 1)*.

4. Analyse des résultats des examens du CPE 2011

Le Conseil a pris note des résultats des examens du CPE pour 2011. Sur les 23 176 candidats qui ont pris part au CPE, 15 890 ont été reçus, soit 68,56%, par rapport à 68,54% en 2010. Les résultats montrent une tendance à la hausse depuis 2006, sauf pour 2007, et qui se maintient autour de 68,5%. En ce qui concerne Rodrigues, le taux de réussite a augmenté, passant de 61,71% en 2010 à 62,68% en 2011. Le taux de réussite global pour les écoles ZEP est de 35,6%. Sur les 28 écoles ZEP, six ont atteint entre 40% et 50% et cinq un taux de réussite de plus de 50%. Comme les années précédentes, les filles (74,89%) ont obtenu de meilleurs résultats que les garçons (62,72%). 1 494 élèves ont obtenu un total de 24, avec quatre A +, ou plus.

5. Agalega : Deux portions de terres de l'Etat allouées à l'Eglise

Le Conseil a agréé l'attribution formelle au diocèse catholique romain de deux parcelles de terres de l'État au village de Vingt Cinq sur l'île du Nord et au village de Sainte Rita sur l'île du Sud d'Agaléga où se situent les Chapelles Sacré Cœur et Sainte Rita, respectivement.

6. Criminalité - Le point sur le Crime Occurrence Tracking System

Le Conseil a pris note des progrès réalisés dans la mise en œuvre du *Crime Occurrence Tracking System* au sein de la force policière de Maurice. Le but du projet est de suivre de près l'occurrence de la criminalité à travers le pays. La première phase du projet a été mise en service le 30 novembre 2011 dans les stations de police de Pointe aux Sables et Coromandel. La deuxième phase du projet, qui prévoit l'intégration des parties concernées externes notamment la *Central Population Database*, la *National Transport Authority*, le Bureau de Passeport et de l'Immigration, le Directeur des Poursuites publiques, le *Forensic Science Laboratory* et les Services pénitenciers, sera opérationnelle en février 2012. Il est prévu que la troisième phase du projet, qui traite des fonctionnalités du système, soit complétée en avril 2012.

7. Fruits locaux : Le *Grant Scheme* pour l'achat de filets prolongé

Le Conseil a agréé de prolonger le *Grant Scheme* pour l'achat de filets pour protéger les fruits, plus particulièrement contre les chauves-souris, pour la présente saison des fruits. Les cultivateurs de fruits seront, sur recommandation de l'AREU, autorisés à acheter un minimum de 3 filets et un maximum de 10 filets à 25% du prix. Cela suite au succès qu'a connu la campagne nationale pour la protection des fruits contre les oiseaux entreprise en 2009 et 2010 et en vue d'augmenter la disponibilité des fruits locaux sur le marché plus particulièrement les letchis, les mangues et les longanes.

Le Conseil a aussi pris note des mesures prises par le ministère de l'Agro-industrie et de la Sécurité alimentaire pour empêcher la population de chauves-souris d'atteindre le statut de nuisance.

8. Exportation des produits agricoles : Introduction d'un nouveau *Freight Rebate Scheme*

Le Conseil a agréé l'introduction d'un nouveau *Freight Rebate Scheme* selon lequel l'Office des Marchés (AMB) remboursera les exportateurs comme les producteurs enregistrés auprès de l'AMB et le *Small Planters Welfare Fund* 12,5 % du coût de fret par rapport aux fruits, légumes et fleurs non transformés ou partiellement transformés, exportés vers les pays membres de l'Organisation mondiale du Commerce, comme annoncé dans le discours du budget 2012 et en vue de stimuler l'exportation des produits agricoles.

9. Un nouveau *Juvenile Justice Bill* en préparation

Le Conseil a pris note que l'*Attorney-General* prépare un nouveau *Juvenile Justice Bill* afin d'adapter la législation régissant la justice à l'égard des mineurs aux nouvelles réalités. Ce projet de loi vise à réformer le *Juvenile Offenders Act* tenant compte des normes internationales par rapport aux jeunes en contact avec la loi et leur détention de même que les recommandations des rapports tels que celui de l'UNICEF sur l'administration de la justice pour mineurs à Maurice, le rapport sur la réhabilitation des jeunes délinquants à Maurice ainsi que le rapport évaluatif sur le fonctionnement des centres de réhabilitation des jeunes.

10. Tourisme : Bilan statistique pour janvier à novembre 2011

Le Conseil a pris note que selon le dernier bulletin statistique, 852 347 touristes ont visité Maurice pendant la période de janvier à novembre 2011, comparé à 819 978 pour la période correspondante en 2010, soit une hausse de 3,9%. Au cours du mois de novembre 2011, quelque 87 348 touristes ont visité Maurice par rapport à 85 982 en novembre 2010, soit une hausse de 1,6%. Une croissance a été enregistrée dans les marchés touristiques suivants: France (+2,9%), Espagne (+41,0%), Suisse (+12,3%), Russie (+139,0%), Chine (+106,7%) et Réunion (+2,1%).

11. Maurice signera l'accord établissant le Forum africain de l'administration fiscale

Le Conseil a pris note que la *Mauritius Revenue Authority* signera, au nom du Gouvernement, l'accord établissant le Forum africain de l'administration fiscale. Le forum qui a été institué en 2009 a pour objectif de promouvoir une administration fiscale efficiente et efficace et l'échange d'informations et de connaissances entre pairs, et la coopération et la coordination entre les administrateurs nationaux de fisc en Afrique.

16 décembre 2011

Government Information Service
Prime Minister's Office
Port Louis